



Treaty Series No. 65 (1955)

# Statute of The Hague Conference on Private International Law

(Drawn up at the Seventh Session of the Conference  
held at The Hague, October 9–31, 1951)

[The United Kingdom acceptance was  
deposited on January 3, 1955]

4

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs to Parliament  
by Command of Her Majesty  
October 1955*

LONDON  
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE  
SIXPENCE NET

Cmd. 9582

# STATUT DE LA CONFERENCE DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE

*La Haye, 9-31 octobre, 1951*

Les Gouvernements des Pays ci-après énumérés :

la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et la Suisse;

considérant le caractère permanent de la Conférence de La Haye de Droit International Privé;

désirant accentuer ce caractère;

ayant, à cette fin, estimé souhaitable de doter la Conférence d'un Statut;

sont convenus des dispositions suivantes :

## ARTICLE 1er

La Conférence de La Haye a pour but de travailler à l'unification progressive des règles de droit international privé.

## ARTICLE 2

Sont Membres de la Conférence de La Haye de Droit International Privé les Etats qui ont déjà participé à une ou plusieurs Sessions de la Conférence et qui acceptent le présent Statut.

Peuvent devenir Membres tous autres Etats dont la participation présente un intérêt de nature juridique pour les travaux de la Conférence. L'admission de nouveaux Membres est décidée par les Gouvernements des Etats participants, sur proposition de l'un ou de plusieurs d'entre eux, à la majorité des voix émises, dans un délai de six mois, à dater du jour où les Gouvernements ont été saisis de cette proposition.

L'admission devient définitive du fait de l'acceptation du présent Statut par l'Etat intéressé.

## ARTICLE 3

Le fonctionnement de la Conférence est assuré par la Commission d'Etat néerlandaise, instituée par Décret Royal du 20 février 1897 en vue de promouvoir la codification du droit international privé.

Cette Commission assure ce fonctionnement par l'intermédiaire d'un Bureau Permanent dont elle dirige les activités.

Elle examine toutes les propositions destinées à être mises à l'ordre du jour de la Conférence. Elle est libre d'apprécier la suite à donner à ces propositions.

La Commission d'Etat fixe, après consultation des Membres de la Conférence, la date et l'ordre du jour des Sessions.

Elle s'adresse au Gouvernement des Pays-Bas pour la convocation des Membres.

Les Sessions ordinaires de la Conférence auront lieu, en principe, tous les quatre ans.

En cas de besoin, la Commission d'Etat peut, après avis favorable des Membres, prier le Gouvernement des Pays-Bas de réunir la Conférence en Session Extraordinaire.

(Translation)

**STATUTE OF THE HAGUE CONFERENCE ON PRIVATE  
INTERNATIONAL LAW**

*The Hague, October 9-31, 1951*

The Governments of the countries hereinafter specified :

The Federal Republic of Germany, Austria, Belgium, Denmark, Spain, Finland, France, Italy, Japan, Luxembourg, Norway, the Netherlands, Portugal, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Sweden and Switzerland;

Having regard to the permanent character of The Hague Conference on Private International Law;

Desiring to stress that character;

Having, to that end, deemed it desirable to provide the Conference with a Statute;

Have agreed upon the following provisions :—

**ARTICLE 1**

The purpose of The Hague Conference is to work for the progressive unification of the rules of private international law.

**ARTICLE 2**

Those States which have already participated in one or more sessions of the Conference and which accept the present Statute shall be Members of The Hague Conference on Private International Law.

Any other States the participation of which is of juridical importance for the work of the Conference may become Members. The admission of new Members shall be decided upon by the Governments of the participating States upon the proposal of one or more of them, by a majority of the votes cast, within a period of six months from the date on which that proposal is submitted to the Governments.

The admission shall become definitive upon the acceptance of the present Statute by the State concerned.

**ARTICLE 3**

The Netherlands Commission of State, instituted by Royal Decree of February 20, 1897, with a view to promoting the codification of private international law, shall be charged with the functioning of the Conference.

That Commission shall assure such functioning through a Permanent Bureau the activities of which it shall direct.

It shall examine all proposals intended to be placed on the agenda of the Conference. It shall be at liberty to determine the action to be taken on such proposals.

The Commission of State shall, after consultation with the Members of the Conference, determine the date and the agenda of the sessions.

It shall arrange with the Netherlands Government for the convening of the Members.

The regular sessions of the Conference shall, in principle, be held every four years.

If necessary, the Commission of State may, with the approval of the Members, request the Netherlands Government to convene the Conference in special session.

785

#### ARTICLE 4

Le Bureau Permanent a son siège à La Haye. Il est composé d'un Secrétaire Général et de deux Secrétaires, appartenant à des nationalités différentes, qui sont nommés par le Gouvernement des Pays-Bas, sur présentation de la Commission d'Etat.

Le Secrétaire Général et les Secrétaires devront posséder des connaissances juridiques et une expérience pratique appropriées.

Le nombre de Secrétaires peut être augmenté après consultation des Membres de la Conférence.

#### ARTICLE 5

Sous la direction de la Commission d'Etat, le Bureau Permanent est chargé :

- (a) de la préparation et de l'organisation des Sessions de la Conférence de La Haye, ainsi que des réunions des Commissions spéciales;
- (b) des travaux du Secrétariat des Sessions et des réunions ci-dessus prévues;
- (c) de toutes les tâches qui rentrent dans l'activité d'un secrétariat.

#### ARTICLE 6

En vue de faciliter les communications entre les Membres de la Conférence et le Bureau Permanent, le Gouvernement de chacun des Membres doit désigner un organe national.

Le Bureau Permanent peut correspondre avec tous les organes nationaux ainsi désignés, et avec les organisations internationales compétentes.

#### ARTICLE 7

La Conférence et, dans l'intervalle des Sessions, la Commission d'Etat, peuvent instituer des Commissions spéciales, en vue d'élaborer des projets de Convention ou d'étudier toutes questions de droit international privé rentrant dans le but de la Conférence.

#### ARTICLE 8

Les dépenses du fonctionnement et de l'entretien du Bureau Permanent et des Commissions spéciales sont réparties entre les Membres de la Conférence, à l'exception des indemnités de déplacement et de séjour des Délégués aux Commissions spéciales, lesquelles indemnités sont à la charge des Gouvernements représentés.

#### ARTICLE 9

Le budget du Bureau Permanent et des Commissions spéciales est soumis, chaque année, à l'approbation des Représentants diplomatiques, à La Haye, des Membres.

Ces Représentants fixent également la répartition, entre les Membres, des dépenses mises par ce budget à la charge de ces derniers.

Les Représentants diplomatiques se réunissent, à ces fins, sous la Présidence du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

#### ARTICLE 10

Les dépenses, résultant des Sessions Ordinaires de la Conférence, sont supportées par le Gouvernement des Pays-Bas.

En cas de Session Extraordinaire, les dépenses sont réparties entre les Membres de la Conférence représentés à la Session.

En tout cas, les indemnités de déplacement et de séjour des Délégués sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs.

787

ARTICLE 4

The Permanent Bureau shall have its seat at The Hague. It shall be composed of a Secretary General and two Secretaries of different nationalities, who shall be appointed by the Netherlands Government upon presentation by the Commission of State.

The Secretary General and the Secretaries must possess appropriate juridical knowledge and practical experience.

The number of Secretaries may be increased after consultation with the Members of the Conference.

ARTICLE 5

Under the direction of the Commission of State, the Permanent Bureau shall be charged with—

- (a) the preparation and organisation of the sessions of The Hague Conference and the meetings of the special committees;
- (b) the work of the Secretariat of the sessions and meetings envisaged above;
- (c) all the tasks which are included in the activity of a secretariat.

ARTICLE 6

With a view to facilitating communication between the Members of the Conference and the Permanent Bureau, the Government of each of the Members shall designate a national organ.

The Permanent Bureau may correspond with all the national organs so designated, and with the competent international organisations.

ARTICLE 7

The Conference and, in the interval between sessions, the Commission of State, may set up special committees to prepare draft conventions or to study all questions of private international law which come within the purpose of the Conference.

ARTICLE 8

The expenses of the operation and maintenance of the Permanent Bureau and special committees shall be apportioned among the Members of the Conference, with the exception of the travelling and subsistence expenses of the Delegates to the special committees, which expenses shall be payable by the Governments represented.

ARTICLE 9

The budget of the Permanent Bureau and the special committees shall be submitted each year to the Members' diplomatic representatives at The Hague for approval.

These representatives shall likewise apportion among the Members the expenses which are charged in that budget to the latter.

The diplomatic representatives shall meet for such purposes under the chairmanship of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

ARTICLE 10

The expenses resulting from the regular sessions of the Conference shall be borne by the Netherlands Government.

In the case of a special session, the expenses shall be apportioned among the Members of the Conference who are represented at the session.

In all cases the travelling and subsistence expenses of the Delegates shall be payable by their respective Governments.

#### ARTICLE 11

Les usages de la Conférence continuent à être en vigueur pour tout ce qui n'est pas contraire au présent Statut ou au Règlement.

#### ARTICLE 12

Des modifications peuvent être apportées au présent Statut si elles sont approuvées par les deux tiers des Membres.

#### ARTICLE 13

Les dispositions du présent Statut seront complétées par un Règlement, en vue d'en assurer l'exécution. Ce Règlement sera établi par le Bureau Permanent et soumis à l'approbation des Gouvernements des Membres.

#### ARTICLE 14

Le présent Statut sera soumis à l'acceptation des Gouvernements des Etats ayant participé à une ou plusieurs Sessions de la Conférence. Il entrera en vigueur dès qu'il sera accepté par la majorité des Etats représentés à la Septième Session.

La déclaration d'acceptation sera déposée auprès du Gouvernement néerlandais, qui en donnera connaissance aux Gouvernements visés au premier alinéa de cet article.

Il en sera de même, en cas d'admission d'un Etat nouveau, de la déclaration d'acceptation de cet Etat.

#### ARTICLE 15

Chaque Membre pourra dénoncer le présent Statut après une période de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur aux termes de l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>.

La dénonciation devra être notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, au moins six mois avant l'expiration de l'année budgétaire de la Conférence, et produira son effet à l'expiration de ladite année, mais uniquement à l'égard du Membre qui l'aura notifiée.

789

ARTICLE 11

The practices of the Conference shall continue to be followed for all matters which are not contrary to the present Statute or to the Regulations.

ARTICLE 12

Modifications may be made to the present Statute if they are approved by two-thirds of the Members.

ARTICLE 13

The provisions of the present Statute shall be supplemented by a Regulation for the purpose of assuring the execution thereof. The Regulation shall be drawn up by the Permanent Bureau and submitted to the Governments of the Members for approval.

ARTICLE 14

The present Statute shall be submitted for the acceptance of the Governments of the States which participated in one or more sessions of the Conference. It shall enter into force from the date that it is accepted by the majority of the States represented at the Seventh Session.<sup>(1)</sup>

The declaration of acceptance shall be deposited with the Netherlands Government, which shall inform the Governments referred to in the first paragraph of this Article.

The same shall apply, in the case of the admission of a new State, to the declaration of acceptance of that State.

ARTICLE 15

Each Member may denounce the present Statute after a period of five years from the date of its entry into force under the terms of Article 14, paragraph 1.

Notice of the denunciation shall be given to the Netherlands Ministry of Foreign Affairs at least six months before the expiration of the budgetary year of the Conference, and shall become effective at the expiration of the said year, but only with respect to the Member which has given notice thereof.

(1) The Statute entered into force on July 15, 1955.

*Acceptances*

United Kingdom	...	...	...	...	January 3, 1955.
Austria	...	...	...	...	September 16, 1954.
Belgium	...	...	...	...	September 1, 1953.
Denmark	...	...	...	...	February 26, 1954.
Netherlands	...	...	...	...	September 25, 1954.
Norway	...	...	...	...	July 15, 1955.
Portugal	...	...	...	...	December 8, 1953.
Spain	...	...	...	...	December 8, 1953.
Sweden	...	...	...	...	December 9, 1953.

PRINTED AND PUBLISHED BY HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased from

York House, Kingsway, LONDON, W.C.2    423 Oxford Street, LONDON, W.1

P.O. Box 569, LONDON, S.E.1

13a Castle Street, EDINBURGH, 2    109 St. Mary Street, CARDIFF

39 King Street, MANCHESTER, 2    Tower Lane, BRISTOL, 1

2 Edmund Street, BIRMINGHAM, 3    80 Chichester Street, BELFAST

or from any Bookseller

1955

Price 6*d.* net

PRINTED IN GREAT BRITAIN

18720-98 48711 Wt 1076/914 K11 10/55 F.O.P.